



Conseil de sécurité

Distr. générale
19 avril 2004
Français
Original: anglais

Lettre datée du 8 avril 2004, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Irlande auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la déclaration sur la situation en Côte d'Ivoire publiée le 8 avril 2004 par la présidence au nom de l'Union européenne (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de l'Irlande
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Richard **Ryan**



**Annexe à la lettre datée du 8 avril 2004, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Irlande auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais, espagnol et français]

**Déclaration sur la situation en Côte d'Ivoire,
publiée le 8 avril 2004, par la présidence
au nom de l'Union européenne**

Se référant à la déclaration de la présidence des 25 et 26 mars, l'Union européenne :

1. Déploie vivement les événements du 25 mars et des jours qui ont suivi, qui remettent en cause le processus de réconciliation en Côte d'Ivoire;
2. Adresse ses sincères condoléances aux familles des victimes des événements du 25 mars et des jours suivants;
3. S'inquiète des informations faisant état de rafles et autres graves violations des droits de l'homme dans les jours suivants;
4. Se félicite que le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ait annoncé la constitution d'une commission d'enquête internationale pour faire la lumière sur les événements mentionnés ci-dessus;
5. Appelle le Gouvernement de la République de la Côte d'Ivoire à prendre toutes les mesures visant à rétablir la confiance à l'égard des forces de l'ordre et à garantir la sécurité de tous les ressortissants nationaux et étrangers en Côte d'Ivoire dans le respect des droits de l'homme;
6. Réitère sa conviction que l'application intégrale de l'Accord de Linas-Marcoussis constitue la seule solution à la crise ivoirienne;
7. Souligne l'importance du travail accompli par le Comité de suivi dans le but d'éviter, d'abord, ces événements et, après, pour rétablir la coexistence en favorisant l'application de l'Accord de Linas-Marcoussis;
8. Exhorte toutes les parties signataires de l'Accord de Linas-Marcoussis à renouer le dialogue politique et à reprendre leur participation au sein du Gouvernement de réconciliation nationale;
9. Souligne l'importance d'un prompt déploiement des forces de maintien de la paix des Nations Unies en Côte d'Ivoire pour appuyer l'application intégrale par le Gouvernement de réconciliation nationale de l'Accord de Linas-Marcoussis, s'achevant par les élections d'octobre 2005;
10. Appuie les efforts déployés depuis longtemps par les Nations Unies et la CEDEAO pour aider les parties concernées à trouver une solution à la crise ivoirienne.

Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie, pays adhérents, la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie, pays candidats, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Serbie-et-Monténégro, pays du processus de stabilisation et d'association, ainsi que l'Islande, le

Liechtenstein et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen, se rallient à cette déclaration.
